



**PRÉFET  
DE L'ESSONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

A2025-0043

Reçu le 16/12/2024



**Direction de la Coordination  
des Politiques Publiques  
et de l'Appui Territorial**

**Arrêté n°2024.PREF/DCPPAT/BUPPE/ 343 du 16 décembre 2024  
mettant en demeure la Société WISSOUS FROID de respecter les prescriptions  
applicables pour son établissement situé 11/13 Boulevard de l'Europe - BP 46  
sur le territoire de la commune de WISSOUS (91320)**

### **LA PRÉFÈTE DE L'ESSONNE**

**VU** le code de l'environnement, et notamment les articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5,

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

**VU** le décret du 7 février 2024 portant nomination de Mme Frédérique CAMILLERI, en qualité de Préfète de l'Essonne,

**VU** le décret du 6 décembre 2022 portant nomination de M. Olivier DELCAYROU, ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts, en qualité de sous-préfet hors classe, Secrétaire général de la Préfecture de l'Essonne,

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2024-PREF-DCPPAT-BCA-193 du 24 juin 2024 portant délégation de signature à M. Olivier DELCAYROU, Secrétaire général de la Préfecture de l'Essonne, Sous-Préfet de l'arrondissement chef-lieu,

**VU** l'arrêté préfectoral n°92.0777 du 9 mars 1992 autorisant la société FIMACO à exploiter des installations classées pour la protection de l'environnement situées 68 rue Guillaume Bigourdan à Wissous,

**VU** le récépissé de déclaration de succession délivré le 29 février 2000 à la société CARLAP pour la reprise de l'exploitation des activités précédemment exploitées par la société FIMACO,

**VU** le récépissé de déclaration délivré le 16 mars 2006 à la société CARLAP pour l'exploitation d'activité au 11/13 Boulevard de l'Europe (historiquement 68 Rue Guillaume Bigourdan) à WISSOUS,

**VU** le récépissé de déclaration de changement d'exploitant n° PREF.DRIEE.2014-0042 délivré le 3 juillet 2014 à la société PREST-LOGISTIQUE, dont le siège social est situé 11/13 Boulevard de l'Europe – BP 46 – 91320 WISSOUS, pour la reprise de l'exploitation des installations sises 11/13 Boulevard de l'Europe à WISSOUS, précédemment exploitées par la société CARLAP,

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2015-PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/575 du 11 août 2015 portant imposition de prescriptions complémentaires à la société PREST-LOGISTIQUE pour l'exploitation des installations suivantes situées 11-13 boulevard de l'Europe à WISSOUS :

- 4735-1.a (A avec bénéfice d'antériorité) : Emploi ou stockage d'ammoniac (quantité totale : 3 500 kg)
- 1511-3 (DC avec bénéfice d'antériorité) : Entrepôts frigorifiques (volume : 25 000 m<sup>3</sup> ; 2 500 tonnes)
- 2921-b (DC avec bénéfice d'antériorité) : Installation de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air de type circuit primaire fermé (puissance thermique totale évacuée : 1 021 kW),



**VU** le récépissé de déclaration de changement d'exploitant n°PREF.DRIEAT.2024-0006 du 17 juin 2024 à la société WISSOUS FROID pour la reprise de l'exploitation des installations précédemment exploitées par la société PREST-LOGISTIQUE,

**VU** le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 4 octobre 2024, établi à la suite de la visite d'inspection effectuée le 18 septembre 2024, transmis à l'exploitant conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement,

**VU** le courrier préfectoral du 10 octobre 2024 transmettant à l'exploitant le rapport d'inspection susvisé et l'informant des mesures envisagées à son encontre et du délai dont il dispose pour formuler ses observations, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement,

**VU** les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 18 octobre 2024,

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite du 18 septembre 2024, l'inspecteur a constaté les non-conformités suivantes :

- absence de système de détection automatique d'incendie pour l'ensemble des cellules de stockage, dans les bureaux et dans les locaux techniques
- absence de vérification complète des dispositifs de protection contre le risque de foudre
- absence d'équipements de protection individuelle (EPI) « ammoniac »

**CONSIDÉRANT** que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 2.8 PRÉVENTION DES RISQUES de l'arrêté préfectoral n° 2015-PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/575 du 11 août 2015 portant imposition de prescriptions complémentaires à la société PREST-LOGISTIQUE pour l'exploitation des installations situées 11-13 boulevard de l'Europe à WISSOUS et notamment :

- le point 5°) DÉTECTION AUTOMATIQUE
- le point 3°) RISQUE DE FOUDRE
- le point 11°) SURVEILLANCE DE L'INSTALLATION EMPLOYANT DE L'AMMONIAC

**CONSIDÉRANT** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la Société WISSOUS FROID de respecter ces dispositions, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 de ce code,

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la préfecture,

## **ARRÊTE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** La Société WISSOUS FROID, dont le siège social est situé 11/13 boulevard de l'Europe BP 46 91320 WISSOUS, exploitant une installation d'entrepôt frigorifique à la même adresse, est mise en demeure de respecter l'article 2.8 PRÉVENTION DES RISQUES de l'arrêté préfectoral n° 2015-PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/575 du 11 août 2015 portant imposition de prescriptions complémentaires susvisé :

- sous un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté :

- 5°) DÉTECTION AUTOMATIQUE : compte-tenu de la présence de produits combustibles dans les cellules de stockage, en installant un système de détection automatique d'incendie

- sous un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté :

- 3°) RISQUE DE FOUDRE : en effectuant une vérification complète des dispositifs de protection contre le risque de foudre,
- 11°) SURVEILLANCE DE L'INSTALLATION EMPLOYANT DE L'AMMONIAC : en installant les équipements de protection individuelle spécifique « ammoniac » sur le site.

**ARTICLE 2 :** Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1<sup>er</sup> ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.




**ARTICLE 3 : Délais et voies de recours**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le Tribunal administratif de Versailles, par voie postale (56 avenue de Saint-Cloud, 78011 Versailles) ou par voie électronique (<https://www.telerecours.fr/>), dans les deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

**ARTICLE 4 : Exécution**

Le Secrétaire Général de la préfecture,  
Les inspecteurs de l'environnement,  
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui est notifié à l'exploitant, la Société WISSOUS FROID, et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Essonne. Une copie est transmise pour information à Monsieur le Sous-Préfet de PALAISEAU et Monsieur le Maire de WISSOUS.

Pour la Préfète et par délégation,  
Le Secrétaire Général



Olivier DELCAYROU

